

*Version préliminaire. Ad usum privatum. Ne pas citer sans autorisation.*

# **La Banque mondiale et le coût social du tabac**

par  
**Pierre Lemieux\***

**Communication présentée au séminaire « Choix individuels et liberté »**

**Université du Québec à Hull**

**14 janvier 2000**

## **Résumé**

Les recherches économiques de la Banque mondiale sur le tabac ont culminé dans la publication d'un important rapport en 1999. L'originalité des études qui ont précédé le Rapport est d'avoir abordé la question des avantages et des coûts sociaux du tabac plutôt que les simples transferts financiers entre fumeurs et non fumeurs. Les économistes de la Banque font toutefois appel à une notion d'externalité de consommation controversée, en vertu de laquelle un individu s'impose des externalités à lui-même. En substituant aux choix individuels une fonction de bien-être social implicite et arbitraire, l'argumentation de la Banque mondiale repose sur le paternalisme au mieux, sur l'autoritarisme au pire. Même si la Banque avait réussi à démontrer l'incompétence du consommateur dans le cas du tabac, elle n'a rien fait pour établir que l'intervention étatique serait moins inefficace que le marché. Le Rapport de 1999 lui-même est encore plus critiquable que les travaux qui l'ont précédé, ne serait-ce que parce qu'il saute une étape analytique cruciale dans l'analyse : il s'agit davantage d'un document d'activisme politique que d'une étude économique.

---

\* Professeur associé, Département des Sciences administratives, Université du Québec à Hull ;  
PL@pierrelemieux.org. Le texte à jour de cette communication est disponible à [www.uqah.quebec.ca/lemieux](http://www.uqah.quebec.ca/lemieux) ou à [www.pierrelemieux.org](http://www.pierrelemieux.org).

## SYNOPSIS

<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>1. Coûts-avantages sociaux et transferts</b> .....	<b>2</b>
1.1. Deux questions différentes .....	2
1.2. Les transferts dans le cas du tabac .....	4
1.3. Les coûts et les avantages sociaux du tabac.....	6
<b>2. Le calcul coûts-avantages de la Banque</b> .....	<b>7</b>
2.1. La notion généralisée d'externalité .....	7
2.2. Un chaînon manquant .....	8
2.3. La courbe d'avantage social marginal de Barnum.....	8
2.4. La courbe d'avantage social marginal du Rapport de 1999.....	10
2.5. Évaluation préliminaire .....	11
<b>3. L'incompétence du consommateur</b> .....	<b>12</b>
3.1. Une défaillance informationnelle.....	12
3.2. La dépendance .....	13
3.3. Paternalisme et autoritarisme.....	14
<b>4. L'État parfait et les défaillances de l'économie du bien-être</b> .....	<b>16</b>
<b>Conclusion : Un document politique</b> .....	<b>17</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>18</b>

## Introduction

Les premières études de la Banque mondiale sur les coûts et avantages sociaux du tabac datent des travaux de Howard Barnum au début des années quatre-vingt-dix<sup>1</sup>. Son article de 1994 concluait que des coûts externes financiers ainsi que des externalités de consommation annulent le surplus des consommateurs et des producteurs et engendrent, au niveau mondial, un coût social net de 200 milliards de dollars par année.

Poursuivant les travaux de Barnum, des analyses plus récentes ont servi de base à un important rapport publié par la Banque mondiale en 1999, ci-après appelé « le Rapport de 1999 » ou simplement « le Rapport »<sup>2</sup>. La Banque y défend les thèses suivantes : l'usage du tabac, surtout dans les pays pauvres, représente un problème de santé de plus en plus sérieux, une véritable « épidémie » ; des problèmes d'information et de dépendance font que les principes de souveraineté du consommateur ne s'appliquent pas au tabac ; les gouvernements doivent donc intervenir pour corriger l'inefficacité dans l'allocation des ressources, notamment en réduisant la demande au moyen de taxes et de réglementations diverses ; et les conséquences favorables du contrôle compenseront la perte de bien-être des fumeurs. La Banque soutient que son rapport « *demonstrates that the economic fears that have deterred policymakers from taking action are largely unfounded* » (p. 2).

Le Rapport de 1999 a été précédé d'un certain nombre d'études publiées par les principaux économistes impliqués et qui, souvent, fournissent des éléments d'analyse manquants<sup>3</sup>. Le Rapport indique aussi que des *background studies* ont été commandées et réalisées pour servir de fondements à ses analyses, y compris sur les questions analytiques reliées aux coûts et avantages sociaux<sup>4</sup>, mais ces études ne sont pas disponibles au moment d'écrire ces lignes.

---

<sup>1</sup> Barnum [1993, 1994]. Barnum était alors économiste principal au Health, Nutrition and Population Unit de la Banque mondiale.

<sup>2</sup> Banque mondiale [1999].

<sup>3</sup> Notamment Chaloupka, Jha et Peck [1998].

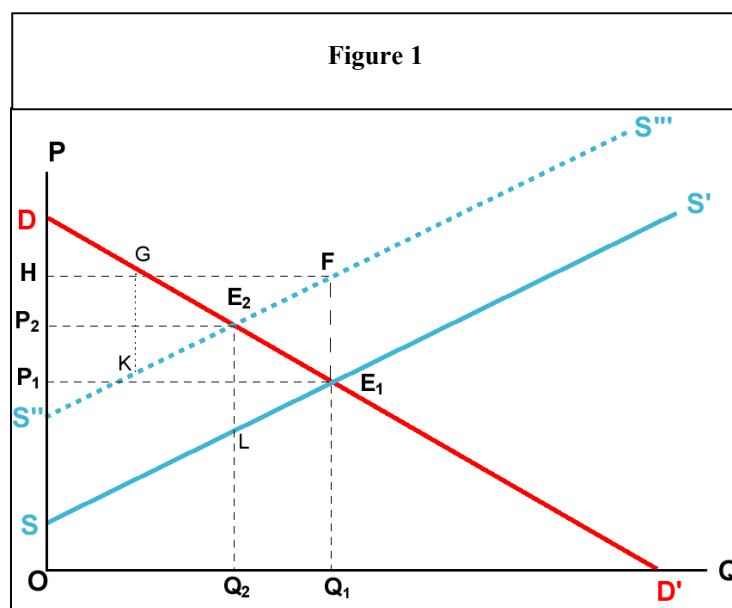
<sup>4</sup> Notamment Richard Peck, Frank Chaloupka, Prabhat Jha et James Lightwood, *Cost-Benefit Analysis of of Tobacco Consumption* ; et Prabhat Jha, Phillip Musgrove et Frank Chaloupka, *Is There a Rationale for Government Intervention?*. Le Rapport (p. 89) annonce la publication éventuelle de ces études dans Prabhat Jha et Frank Chaloupka

Le présent article vise à évaluer l'analyse des coûts et avantages sociaux par la Banque mondiale. Après avoir rappelé l'importante distinction entre les coûts et avantages sociaux nets d'une part, et les transferts d'autre part, nous allons reconstruire les calculs avantages-coûts de la Banque et évaluer l'emploi qu'elle fait de la théorie du bien-être. Nous concluons après avoir proposé quelques critiques de l'économie du bien-être.

## 1. Coûts-avantages sociaux et transferts

### 1.1. Deux questions différentes

La thèse de la Banque mondiale repose sur l'emploi des outils de la théorie économique du bien-être et exige de bien comprendre la différence entre les coûts et les avantages sociaux d'une part, et les simples transferts d'autre part. La distinction est importante puisqu'elle correspond à deux questions fort différentes, à savoir : Quel est le coût (ou l'avantage) social net du tabac, ou d'un changement dans sa consommation, au niveau global de la société ? Le groupe des non-fumeurs subventionne-t-il le groupe des



fumeurs ? Le défaut de bien établir la distinction entre les deux questions est cause de moult confusions dans la littérature. En fait, jusqu'aux études de la Banque, on peut dire que toute la littérature économique empirique concernait la question des transferts – même si les auteurs prétendaient parfois faire des analyses coûts-avantages.

Considérons la Figure 1, qui représente le marché d'un bien donné. La courbe de demande du marché est donnée par  $DD'$  et la courbe d'offre de l'industrie, par  $SS'$ . Des coûts ex-

---

(sous la direction de), *Tobacco Control Policies in Developing Countries*, Oxford, Oxford University Press, à paraître.

ternes de  $E_1F$  s'ajoutent aux coûts privés marginaux et engendrent la courbe de coût social marginal  $S''S'''$ . Au niveau d'équilibre  $E_1$ , le coût externe total équivaut à  $E_1FS''S$ . Dans le cas paradigmatique de la théorie du bien-être, les coûts dont il s'agit sont des coûts réels en termes de ressources.

Un coût externe réel produit des transferts réels : d'une part, un transfert équivalant à  $E_1FS''S$ , au détriment de ceux qui le supportent ; d'autre part, un transfert  $E_1E_2S''S$  en faveur des consommateurs et des producteurs du bien considéré ici. Comme le premier transfert,  $E_1FS''S$ , est plus grand que le second,  $E_1E_2S''S$  – comme les perdants perdent davantage que n'y gagnent les gagnants –, un coût social net équivalent à la différence, soit  $E_1FE_2$ , est généré par l'existence du coût externe. Il s'agit d'une perte sèche pour la société – d'où, du reste, un des noms que l'on donne au fameux triangle.

On notera toutefois qu'il ne s'agit d'un coût social net qu'en ce qui concerne la consommation de  $Q_1$  plutôt que de  $Q_2$ . À  $E_1$ , un avantage social net de  $KGDS''$  (où  $KG = E_1F$ ) demeure, qui correspond à la somme du surplus des consommateurs et du surplus des producteurs sur le marché, amputé des coûts externes. On notera aussi que l'inefficacité dans l'allocation des ressources que produit un coût externe pourrait être corrigée par une taxe de Pigou équivalente ( $E_1F$ ) par unité produite, qui amènerait l'équilibre du marché au point optimal  $E_2$ .

De même qu'un coût réel externe, un simple transfert financier (en fonction de la quantité produite) engendre, au-delà du montant transféré, un coût ou un avantage social net (par rapport à la situation où le transfert n'existerait pas). Autrement dit, ce genre de transfert financier produit des effets similaires à un coût externe réel ; il est, pour cette raison, appelé « coût externe financier » (ou « avantage externe financier », le cas échéant). On réinterprétera la Figure 1 de la manière suivante :  $S''S'''$  représente la courbe d'offre de l'industrie avec un équilibre du marché à  $E_2$  ;  $E_1F$  est une subvention étatique à la production, c'est-à-dire un coût externe financier payé par les contribuables ; et  $SS'$  donne la nouvelle courbe d'offre après la subvention. Au nouvel équilibre du marché  $E_1$ , le transfert total payé à l'industrie par les contribuables équivaut à  $E_1FHP_1 = E_1FS''S$ . Or, sa valeur pour les consommateurs et les producteurs ne correspond qu'à  $E_1E_2S''S$ , soit l'augmentation des deux surplus. La différence entre ce que les contribuables

perdent et ce que les consommateurs et les producteurs gagnent est donnée par  $E_1FE_2$ , soit la valeur de la perte sociale sèche, qui est le coût social net de la subvention.

Ainsi, un coût social net est produit autant par un coût externe financier que par un coût externe réel. Dans le cas d'un coût externe réel, toutefois, les transferts ne sont qu'une conséquence de la préemption de ressources réelles par les individus qui en sont à l'origine, alors que, dans le cas d'un coût externe financier, c'est le transfert de droits sur la production qui vient en premier lieu. De plus – et c'est l'aspect qui nous intéresse principalement ici –, une analyse des coûts financiers externes s'intéresse aux flux de transferts entre divers groupes à l'intérieur de la société, alors qu'une analyse avantages-coûts concerne le résultat net pour l'ensemble de la société.

Un coût externe réel apparaîtrait sur le marché du tabac s'il est vrai que la fumée secondaire réduit la productivité du capital humain de tiers<sup>5</sup>. De la même manière, un coût externe financier découlerait de l'obligation pour les non-fumeurs de subventionner la consommation de tabac par le biais du financement des risques qu'elle implique éventuellement pour la santé des fumeurs. Dans les deux cas, un coût social net (la perte sèche  $E_1FE_2$ ) en découlerait, qui pourrait théoriquement par une taxe de Pigou de  $E_1F$ .

## **1.2. Les transferts dans le cas du tabac**

Dans le cas du tabac, la question des transferts financiers concerne la valeur des subventions des non-fumeurs aux fumeurs, c'est-à-dire A) la part que les premiers paient dans le coût du traitement des maladies reliées au tabac, et B) la valeur des subventions inverses, c'est-à-dire des avantages financiers que les non-fumeurs tirent des taxes sur le tabac et des économies découlant des décès prématurés des fumeurs (économies de retraites publiques, de soins médicaux et d'autres formes d'assistance publique aux vieillards). Au bout du compte, on soustrait (B) de (A) pour déterminer le montant net reçu par les fumeurs, soit la valeur de  $E_1FS''S$ , s'il

---

<sup>5</sup> Il est toutefois probable que les effets de la fumée secondaire sur la santé des non-fumeurs aura été une des grandes supercheries du 20<sup>e</sup> siècle. À ce sujet, voir Lemieux [1997], p. 22-32. Voir aussi, au sujet du rapport de l'Environmental Protection Agency qui a dressé le spectre de la fumée secondaire, l'arrêt du juge William Osteen : « *The court is faced with the ugly possibility that EPA adopted a methodology for each chapter, without explanation, based on the outcome sought in that chapter. [...] The record and EPA's explanations to the court make it*

s'agit d'un montant positif. Si, au contraire, ce sont les fumeurs qui, tout compte fait, subventionnent les non-fumeurs, alors S''S''' se situe en dessous de SS' et les transferts nets constituent

Coûts de santé attribués au tabac		
1	Hospitalisation	546,5
2	Services médicaux	68,1
3	Total (1+2)	614,6
Coûts de santé épargnés par les fumeurs décédés		
4	Hospitalisation	-133,4
5	Services médicaux	-123,5
6	Centres d'hébergement	-204,9
7	Total (4+5+6)	-461,8
8	<i>Coûts de santé nets imposés par les fumeurs (3+7)</i>	<i>152,8</i>
9	Proportion des coûts de santé nets payée par les fumeurs en impôts divers	-47,1
10	Impôts qui auraient été payés par les fumeurs décédés au profit des non-fumeurs	100,9
11	Taxes sur le tabac dont les non-fumeurs ont bénéficié	-3 200,0
12	Retraites non touchées par les fumeurs et financées autrement par les non-fumeurs	-1 400,0
13	Coûts des incendies causés par le tabac et payés par les non-fumeurs	37,5
14	<i>Autres transferts financiers des non-fumeurs vers les fumeurs (9+10+11+12+13)</i>	<i>-4 508,8</i>
15	<b><i>Transferts financiers nets des non-fumeurs vers les fumeurs (8+14)</i></b>	<b><i>-4 356,0</i></b>
* Un plus signifie un transfert des non-fumeurs vers les fumeurs, un moins, l'inverse. SOURCE: Raynauld et Vidal [1992].		

un avantage externe financier du tabac.

Au cours des 20 dernières années, un grand nombre de recherches économiques empiriques ont démontré que, si l'on divise la société entre le groupe des fumeurs et le groupe des non-fumeurs, le transfert (net) va du premier au second, et non l'inverse. En fait, toutes les études

---

*clear that using standard methodology, EPA could not produce statistically significant results with its selected studies.* » (*Flue-Cured Tobacco Cooperative v. EPA*, no 6:93CV00370, 60, 77, M.D.N.C., 17 juillet 1998)

économiques majeures arrivent à cette conclusion<sup>6</sup>. Au Canada, par exemple, Raynauld et Vidal [1992] ont estimé que le transfert financier net des fumeurs vers les non-fumeurs dépasse les quatre milliards de dollars en 1996 (voir le Tableau 1). Si la Figure 1 représentait le marché du tabac, la courbe  $S''S'''$  se trouverait en dessous de  $SS'$ .

La Banque mondiale exprime, en ce qui concerne les transferts, une prudence suggérant que, à toutes fins pratiques, elle admet maintenant que les non-fumeurs ne subventionnent pas les fumeurs :

*Given existing data, the financial costs that smokers impose on others are difficult to identify and quantify. [...] However, because smokers tend to die earlier than nonsmokers, the lifetime healthcare costs of smokers and nonsmokers may be fairly similar. Studies that measure the lifetime healthcare costs of smokers and nonsmokers in the high-income countries have reached conflicting conclusions. [...] the issue of pensions has proved at least as contentious. [...] There are probably also financial costs, for example in healthcare, although they are more difficult to identify and quantify. The justification for protecting others from smokers' financial costs is less strong, as the nature of those costs remains unclear.*<sup>7</sup>

### 1.3. Les coûts et les avantages sociaux du tabac

C'est aux coûts et avantages sociaux et à leur résultat net plutôt qu'aux simples transferts que s'intéressent les études de la Banque mondiale concernant le tabac. Les coûts externes financiers ne jouaient déjà qu'un rôle secondaire dans les analyses de la Banque antérieures au Rapport de 1999, et ils sont pratiquement absents de ce dernier. De ce point de vue, les études de la Banque mondiale sont originales et représentent une application intéressante de l'économie néoclassique du bien-être.

Contrairement à ce que l'on aurait pensé, les analyses de la Banque ne reposent pas sur l'existence de coûts externes réels, ni n'exploitent l'idée que les effets éventuels de la fumée secondaire sur la santé des non-fumeurs constitueraient, en économie du bien-être, un exemple classique de coût externe qui pourrait être compensé par une taxe. En fait, la Banque mondiale ignore presque totalement le phénomène de la fumée secondaire : dans le Rapport de 1999, elle

---

<sup>6</sup> Notamment Leu et Schaub [1983, 1984, 1985], Manning et al. [1991], Raynauld et Vidal [1992], Viscusi [1994], Rosa [1994, 1996].

<sup>7</sup> Banque mondiale [1999], p. 32-34 ; sauf pour « *lifetime* », c'est nous qui soulignons.

en mentionne l'existence comme une certitude<sup>8</sup>, mais sans en tenir compte dans ses calculs de coûts sociaux.

## **2. Le calcul coûts-avantages de la Banque**

### **2.1. La notion généralisée d'externalité**

L'argumentation de la Banque mondiale repose sur des externalités de consommation. De manière générale, on peut définir les externalités comme « toute situation où quelque coût ou avantage au sens de Pareto demeure extérieur au calcul décentralisé des coûts et des revenus sur la base des prix »<sup>9</sup>. En plus des externalités de production représentées à la Figure 1, il existe des externalités de consommation, définies comme tout ce qui est « effet direct de la consommation d'un individu sur l'utilité d'un autre individu, par opposition à un effet indirect qui se produit par l'intermédiaire du mécanisme des prix »<sup>10</sup>. Des externalités de consommation positives (qui s'assimilent aux biens publics) signifient que la courbe d'avantage social marginal (ou valeur sociale marginale) se situe au-dessus de la courbe de demande du marché ; des externalités de consommation négatives, que la courbe d'avantage social marginal se situe au-dessous de la demande.

Les externalités de consommation produisent le même effet que les coûts externes qui affectent la courbe de coût marginal : un transfert et une perte sèche qui réduisent d'autant les avantages sociaux nets – voire, à la limite, qui créent un coût social net. On pourrait soutenir que les externalités de production et les externalités de consommation sont analytiquement équivalentes, si ce n'est que ces dernières comprennent des catégories plus controversées comme la seule « conscience de ce qui arrive aux autres »<sup>11</sup> ou le genre d'externalités sur lequel repose l'analyse de la Banque mondiale.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>9</sup> Bator [1958], p. 465.

<sup>10</sup> Voir Feldman [1980], p. 89 sq.

<sup>11</sup> Mishan [1981], p. 135.

## 2.2. Un chaînon manquant

La démarche des analystes de la Banque avant le Rapport de 1999 était claire : calculer les externalités négatives du tabac, démontrer qu'elles sont plus élevées que ses avantages privés et en conclure ce marché engendre un coût social net. Or, l'argumentation du Rapport de 1999 saute une étape dans sa chaîne de raisonnement : il existe des problèmes d'information ou de dépendance dans la consommation du tabac<sup>12</sup> ; ces problèmes mènent à l'inefficacité dans l'allocation des ressources ; donc, l'État doit intervenir<sup>13</sup>. Il y manque la démonstration de la deuxième prémisse, à savoir justement que des problèmes d'information ou de dépendance produisent une allocation inefficace des ressources, c'est-à-dire qu'ils réduisent les avantages sociaux nets.

Le calcul des coûts et des avantages sociaux constitue le chaînon manquant du Rapport de 1999. Certes, celui-ci se réfère à des *background studies* qui devraient contenir le chaînon manquant, mais ces études demeurent inédites. Heureusement, on en retrouve des éléments dans les travaux de Barnum<sup>14</sup> ainsi que dans une étude présentée à une colloque préparatoire : Chaloupka, Jha et Peck [1998]. On peut ainsi sans trop de difficultés reconstituer ce qui manque dans le Rapport de 1999 et évaluer celui-ci en fonction des techniques d'analyse économique du bien-être dont les analystes de la Banque mondiale se réclament, implicitement ou explicitement, depuis le début des années quatre-vingt-dix.

## 2.3. La courbe d'avantage social marginal de Barnum

En un premier temps, il est utile d'examiner les études d'Howard Barnum puisqu'elles contiennent un *fac simile* du chaînon qui manque dans le Rapport de 1999.

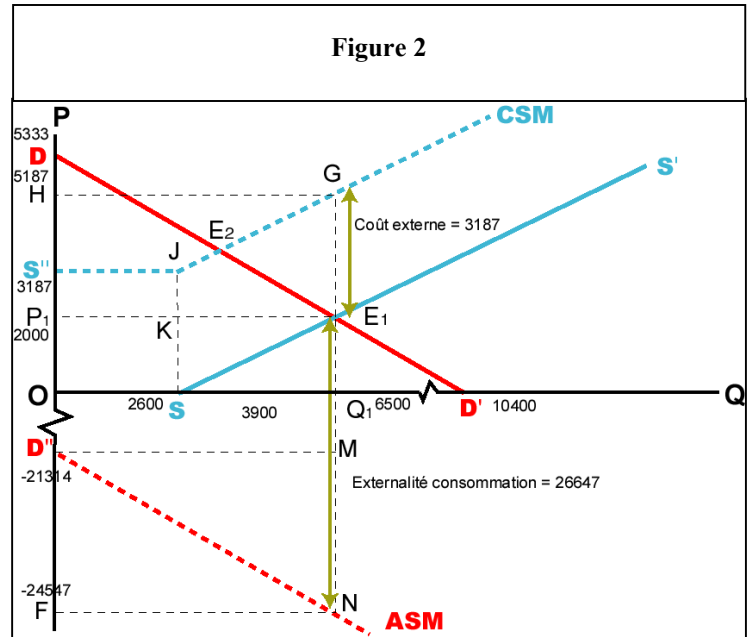
Barnum commence par estimer une courbe de demande et une courbe d'offre sur le marché mondial du tabac. Des approximations linéaires, DD' et SS', en sont données sur notre Figure 2, où l'axe horizontal représente les quantités de tabac en milliers de tonnes et l'axe horizontal, le prix en dollars US. L'équilibre de 2000 dollars pour une tonne de tabac et de 6,5 mil-

---

<sup>12</sup> « ... tobacco is not a typical consumer good with typical benefits because of addiction and information problems » (Banque mondiale [1999], p. 75).

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 34.

lions de tonnes produites et consommées correspond en gros à la situation du marché mondial en 1990. En supposant que seuls « 25% des gens sont parfaitement informés quand ils commencent à fumer »<sup>15</sup>, Barnum croit justifié de considérer comme coût externe 75% du coût des soins médicaux privés des fumeurs, ce qui donne un montant de 3187 dollars par tonne de tabac ; et de considérer comme externalité de consommation 75% des revenus perdus par les fumeurs victimes de maladies attribuées au tabac, ce qui équivaut à 26 647 dollars par tonne de tabac<sup>16</sup>. L'existence de cette externalité de consommation signifie que le consommateur n'a pas correctement évalué les coûts de sa



consommation. On calcule l'avantage social net du tabac (qui se révélera un coût social net puisqu'il est négatif) comme :

$$\begin{aligned}
 ASN &= APN - CEN \\
 &= (SC + SP) - (CE - AE) \\
 &= (DE_1P_1 + OP_1E_1S) - (OS''JGE_1S + DD''NE_1) \\
 &= (10,8 + 9,1) - (20,7 + 173,2) = 19,9 - 193,9 = -174
 \end{aligned}$$

où l'on a :

ASN : avantage social net,

APN : avantage privé net,

CEN : coût externe net,

SC : surplus des consommateurs,

SP : surplus des producteurs,

CE : coûts externes,

<sup>14</sup> Barnum [1993, 1994].

<sup>15</sup> Barnum [1993] (miméo).

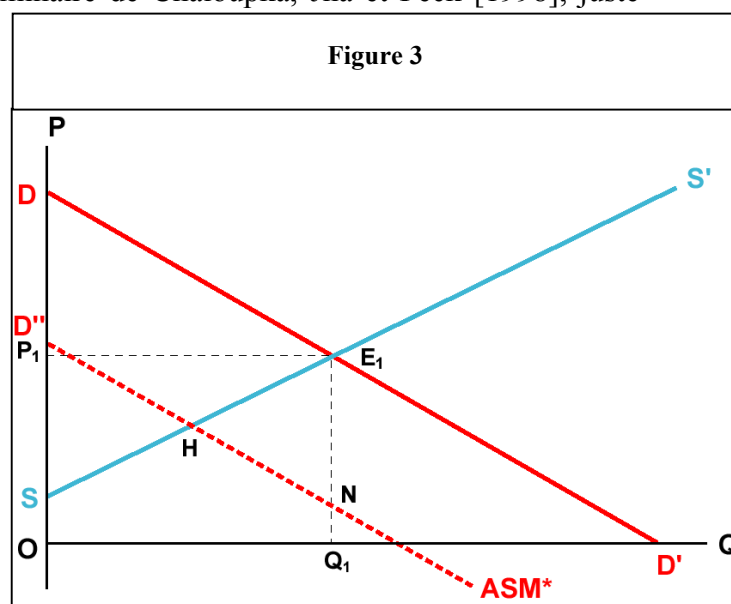
AE : avantages externes (qui est négatif en l'occurrence).

Le coût social net du tabac au niveau mondial serait donc de 174 milliards de dollars par année. Si Barnum arrive plutôt à une valeur de 190 milliards de dollars (qu'il arrondit à 200 milliards), c'est surtout parce qu'il extrapole des estimations de 1990 au marché de 1994, où 500 000 tonnes de tabac de plus ont été vendues<sup>17</sup>. On notera que, de plus, les externalités de consommation annulent (à elles seules) les avantages privés à n'importe quel niveau de consommation, **ce qui signifie que la consommation optimale de tabac est de zéro**. Pour atteindre l'optimalité de Pareto, une nouvelle Prohibition est requise.

#### 2.4. La courbe d'avantage social marginal du Rapport de 1999

Dans le Rapport de 1999, l'existence d'externalités de consommation qui rendent l'allocation des ressources non optimale n'est qu'implicite : c'est le fameux chaînon manquant dont nous avons parlé. Il faudra donc attendre les *background studies* promises avant d'évaluer cette analyse de manière exhaustive. Toutefois, on obtient sans doute une bonne idée de la démarche employée en consultant l'article préliminaire de Chaloupka, Jha et Peck [1998], justement intitulé « A Framework for Cost-Benefit Analysis ».

Pour les raisons que nous passerons en revue dans la section suivante, la Banque soutient que « tobacco is not a typical consumer good with typical benefits because of addiction and information problems »<sup>18</sup>. Par conséquent, des coûts associés à la consommation de tabac qui seraient normalement considérés comme privés, et déjà déduits de la courbe de valeur



<sup>16</sup> Ici comme ailleurs, pour les fins de la discussion, nous acceptons sans examen les estimations de Barnum concernant l'impact du tabac sur la santé des fumeurs et le coût des maladies attribuées au tabac.

<sup>17</sup> Correspondance privée : e-mail de M. Barnum du 4 décembre 1997.

<sup>18</sup> Banque mondiale [1999], p. 75.

marginale que les consommateurs apportent sur le marché, doivent être considérés externes. Ces coûts sont reliés à la valeur des années de vie perdues<sup>19</sup> à cause des maladies attribuées au tabac. Plus la valeur d'une vie est grande, plus la courbe ASM tombera sous la courbe de demande, et plus les externalités  $DD''NE_1$  entameront le total des avantages privés  $DE_1S$  (voir Figure 3). Quand  $D''HS$  est égal à  $NE_1H$  (c'est-à-dire quand  $SD''$  est égal à  $NE_1$  dans le cas de nos fonctions linéaires simples), on a la valeur de la vie minimum à partir de laquelle le marché du tabac entraîne un coût social net : telle est la situation représentée par la position de la courbe  $ASM^*$  sur la Figure 3. (On peut aussi faire varier ASM en fonction du coefficient de dépendance, qui était supposé de 75% chez Barnum.) Comme les hypothèses de base concernant l'impact du tabac sur la santé n'ont pas changé, on peut s'attendre à ce que la courbe ASM atteigne  $ASM^*$  à une valeur de la vie relativement faible (ou à un niveau relativement faible du coefficient de dépendance). C'est aux *policy-makers*, suggère la banque, qu'il revient de fixer la position de  $ASM^{20}$ .

## 2.5. Évaluation préliminaire

Entre les conclusions de Barnum [1994] et le Rapport de 1999, il y a une différence notoire. Le calcul avantages-coûts de Barnum arrivait à des conclusions inhabituelles pour un produit légal, à savoir que l'existence même du marché du tabac – la consommation d'un seul kilo – entraîne un coût social net. Les calculs plus récents de la Banque – en autant que les informations qu'elle fournit à ce sujet nous permettent d'en juger – débouchent sur des conclusions plus nuancées, si tant est que les *policy makers* veulent bien placer  $D''$  au-dessus d'un point situé à DS sous l'origine. l'origine sur la Figure 3. En fait, c'est ce que le Rapport suppose en affirmant, sans plus de détails, que «*from an economic perspective, optimal tobacco consumption is not zero*»<sup>21</sup>.

Les conclusions de la Banque, même dans leur version post-Barnum atténuée, dépendent de l'existence d'un écart – et présumément d'un écart important étant donné le niveau des

---

<sup>19</sup> En fait, il s'agit d'années corrigées pour les incapacités (*disability-adjusted years of life* ou *DALYs*) pour tenir compte du fait que la maladie et la vieillesse réduisent la jouissance de la vie. Cette subtilité et les hypothèses qui la sous-tendent n'ont pas à retenir notre attention ici.

<sup>20</sup> Voir la section 3.3 plus bas.

<sup>21</sup> Banque mondiale [1999], p. 58.

taxes que la Banque propose d'imposer sur le tabac – entre la courbe ASM et la courbe de demande du marché ou, en d'autres termes, de la présence d'externalités de consommation majeures. La Banque soutient que ces externalités découlent de ce que le consommateur n'évalue pas correctement les coûts non monétaires de sa consommation. Pourquoi, et par rapport à quelle autre évaluation, celle du consommateur est-elle incorrecte ? Pourquoi le consommateur est-il incompétent ? Comme nous le verrons, la démonstration de la Banque n'est pas très satisfaisante.

### **3. L'incompétence du consommateur**

Comment l'individu peut-il s'imposer à lui-même des externalités négatives ? Plusieurs interprétations sont possibles à l'intérieur du schéma de la Banque mondiale, notamment celle de la défaillance de l'information et celle de la dépendance<sup>22</sup>.

#### **3.1. Une défaillance de l'information**

La raison principale donnée par la Banque pour justifier l'incompétence du consommateur semble relever d'une défaillance de l'information : « Plusieurs fumeurs, nous dit la Banque, ne possèdent pas toute l'information concernant la forte probabilité de maladie et de mort prématurée »<sup>23</sup>, en particulier dans les pays à faibles revenus. Dans les pays développés, le problème est surtout que les fumeurs, même s'ils surestiment les risques du tabac, 1) les jugent moins élevés que les non-fumeurs, 2) minimisent la pertinence de ces risques dans leur cas personnel, et 3) évaluent mal leur importance relativement à d'autres genres de risque<sup>24</sup>.

Il faudrait s'interroger sur la relation entre la faible espérance de vie dans les pays pauvres et l'hypothèse que les individus de ces contrées consacrent moins de ressources à se renseigner sur des risques qui débordent leur espérance de vie. Mais la Banque ignore la rationalité vraisemblable des choix individuels dans ce contexte.

---

<sup>22</sup> Même si elles sont peut-être implicites dans la sorte de pidgin psychologie sous-jacente au Rapport de 1999, nous négligeons ici les théories de l'individu schizophrène, selon lesquelles l'individu possède deux (ou plusieurs) moi dont l'un (l'irrationnel) impose des externalités à l'autre (le rationnel) ; cf. Hanson et Logue [1998], p. 1205-1209.

<sup>23</sup> « ... *many smokers are not fully aware of the high probability of disease and premature death* » (Banque mondiale [1999], p. 29).

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 30.

Quant aux arguments concernant les pays développés, ils visent manifestement à contrer la démonstration de Viscusi selon laquelle les gens surestiment fortement les risques du tabac. Alors que le risque de cancer du poumon qui menacent le fumeur varie entre 6% et 10% dans les estimations scientifiques, le public l'évalue à entre 38% et 43% (selon sondage) en moyenne, une surestimation d'au moins trois fois et demie. De même, la littérature scientifique estime le risque pour le fumeur de mourir de l'une quelconque des nombreuses maladies attribuées au tabac à entre 18% et 36%, alors que l'évaluation moyenne dans la population est de 54%<sup>25</sup>. Les trois objections soulevées par la Banque mondiale et exposées ci-dessus sont difficiles à comprendre. En effet, il semblerait que 1) le fait que les non-fumeurs surestiment les dangers du tabac davantage que les fumeurs ne corrige pas l'erreur de ces derniers ; 2) l'essence de la prise de risque consiste justement à croire que le résultat défavorable d'un pari ne se matérialisera pas dans son propre cas ; et 3) les erreurs dans l'évaluation des risques relatifs relèvent de plusieurs facteurs et ne constituent pas une raison d'ignorer la surestimation d'un risque donné.

De manière plus générale, la théorie économique suggère que l'information parfaite n'est pas optimale, et que le consommateur rationnel consacrerait des ressources à l'acquisition de l'information jusqu'au point où son coût marginal est égal à son avantage marginal. C'est pourquoi la plupart des consommateurs n'obtiennent pas de doctorat en ingénierie avant d'acheter une automobile, ni de doctorat en médecine avant de faire des choix de comportement.

### **3.2. La dépendance**

La seconde raison donnée par la Banque pour justifier l'incompétence du consommateur se trouve dans la dépendance que créerait le tabac. Les relations entre cette raison et la défaillance de l'information ne sont pas claires, mais on peut supposer qu'elles reviennent à ceci : même quand l'information devient disponible, la dépendance qui s'est développée empêche les décisions rationnelles, surtout chez ceux qui ont commencé à fumer jeunes<sup>26</sup>.

Cette idée de la dépendance qui annihile le libre-arbitre individuel fait bon marché de la théorie économique de la dépendance rationnelle, selon laquelle la décision de consommer un

---

<sup>25</sup> Viscusi [1990], Viscusi [1992], p. 61 sq., Viscusi [1998], p. 36-37.

produit créant une dépendance est tout à fait compatible avec les choix rationnels<sup>27</sup>. On peut expliquer les comportements de dépendance en partant de l'hypothèse que des individus qui maximisent leur utilité dans le temps choisissent ou non de courir un risque de dépendance, ou de continuer dans cette voie, selon leur situation et leur fonction d'utilité<sup>28</sup>.

La théorie de la dépendance rationnelle confirme plusieurs observations courantes qui suggèrent que fumer est un comportement choisi plutôt qu'une manifestation de ce que Jacob Sullum appelle la « pharmacologie vaudou »<sup>29</sup>. Des fumeurs recommencent à fumer des mois, voire des années, après la disparition de tout facteur de dépendance pharmacologique : on est dépendant parce qu'on aime ça, et non l'inverse. Presque tous les fumeurs préfèrent une cigarette à un timbre de nicotine. Et il est certainement possible de cesser de fumer puisque la moitié des non-fumeurs sont d'anciens fumeurs<sup>30</sup>.

### **3.3. Paternalisme et autoritarisme**

La question fondamentale demeure de savoir pourquoi, et par rapport à quelle autre évaluation, celle du consommateur serait incorrecte. Qui détermine la position de la courbe ASM ? Dans quel but ? La Banque mondiale répond implicitement que c'est la société qui décide, dans le but de protéger les individus : « *In other words, collectively there may be a positive existence value placed on the continued good health of individuals* »<sup>31</sup>.

Le problème de ce paternalisme collectif est qu'on n'a pas trouvé le moyen de consolider les préférences individuelles dans une fonction de bien-être social sans nier celles de certains individus au profit d'autres individus. Depuis la démonstration de l'inexistence d'une fonction de bien-être sociale déductible des fonctions d'utilité individuelles dans le plan des pro-

---

<sup>26</sup> « *These futur costs may be thought of as the costs for adult smokers of being unable to alter a youthful decision to smoke, even if desired, because of addiction.* » (Banque mondiale [1999], p. 30)

<sup>27</sup> Un bon résumé s'en trouve dans Alan E. Woodfield, *The Rational Approach to Consumer Risky Choices*, communication présentée au séminaire Choix individuels et liberté, UQAH, 10 décembre 1999, disponible à [http://www.uqah.quebec.ca/lemieux/fr/textes\\_communications.html](http://www.uqah.quebec.ca/lemieux/fr/textes_communications.html).

<sup>28</sup> Becker et Murphy [1988].

<sup>29</sup> Voir Pierre Lemieux [1999].

<sup>30</sup> Voir, par exemple, les données pour le Québec in Gouvernement du Québec [1995].

<sup>31</sup> Chaloupka, Jha et Peck [1998], p. 127.

duits<sup>32</sup>, il semblerait que c'est à la seule autorité étatique, au mieux majoritaire, qu'il faut s'en remettre. Le paternalisme social se traduit en autoritarisme étatique.

Chaloupka et al. semblent confirmer cette dérive : « *It is then up to policy-makers to determine the minimum external cost associated with the loss of human life which would result in zero net benefits from tobacco consumption. It is then up to policy-makers to determine if this threshold value of human life is sufficiently low so that intervention is warranted*<sup>33</sup>. ». Autrement dit, c'est en fonction des jugements de valeur des « *policy-makers* » que certains individus devront apprécier les plaisirs et les risques de leur vie.

Du côté du Rapport de 1999, la réponse est plus intuitive et relève peut-être de la croyance en une sorte d'entité, d'organisme collectif, de super-individu qui pense et prend des décisions collectives. Cela expliquerait le sens que les rédacteurs du Rapport donnent à des expressions fréquentes comme « *societies may consider* », « *societies may choose* ». « *societies would wish* », etc<sup>34</sup>.

Un autre aspect du caractère arbitraire de la fonction de bien-être social implicite dans les analyses de la Banque mondiale concerne la notion de « valeur existentielle » qu'invoquent Chaloupka, Jha et Peck<sup>35</sup>. Selon ces auteurs, la longévité réglementée constituerait une de ces « valeurs existentielles », mais on se demande pourquoi cette catégorie d'externalité ignore la liberté individuelle qui, certes, constitue une valeur importante aux yeux de certains individus.

Bien que ces quelques réflexions appellent des concepts plus complexes de l'économie du bien-être et de la philosophie politique, il semble qu'en définitive, l'argumentation de la Banque mondiale repose sur le paternalisme au mieux, sur l'autoritarisme au pire.

---

<sup>32</sup> Samuelson [1956].

<sup>33</sup> Chaloupka, Jha et Peck [1998], p. 119. Relevons ce qui semble être ici une petite erreur analytique. Si l'on se réfère à la Figure 3, on voit que toute valeur de la vie plus grande que zéro entraînera, selon la Banque, la courbe ASM au dessous de DD'. Par conséquent, une perte sèche sera créée et, dans le schéma de la Banque, l'intervention de l'État serait nécessaire même avant que ASM n'atteigne ASM\*.

<sup>34</sup> Banque mondiale [1999], p. 35, 36, 79 et *passim*.

<sup>35</sup> « *Existence value is the value placed on an object that is not related to any consumption or changes in consumption associated with the good. Put differently, existence value measures the utility obtained from the presence of an entity which does not arise from any direct or indirect interaction with the entity. [...] part of the external cost of tobacco smoking may arise because of the value placed on the existence of human life, that is, so called existence value.* » (Chaloupka, Jha et Peck [1998], p. 127) Il s'agit d'externalités de consommation *with a vengeance*.

#### **4. L'État parfait et les défaillances de l'économie du bien-être**

Nous espérons avoir persuadé le lecteur que la Banque fait un usage plutôt cavalier de la théorie économique du bien-être. Nous aimerions maintenant suggérer que, même bien utilisée, l'économie du bien-être ne fournirait pas de guide sûr aux politiques publiques.

Même si l'on admettait l'incompétence du consommateur et la défaillance du marché à ce chapitre, qu'est-ce qui nous permettrait de prêter une compétence ou une rationalité supérieures aux processus politiques et bureaucratiques qui caractérisent l'intervention étatique ? Il resterait à démontrer que l'intervention étatique sera plus efficace, ou moins inefficace, que le marché. Si l'on en croit la théorie des choix publics, rien n'est moins sûr<sup>36</sup>. Il existe de bonnes raisons de croire que les processus politiques accentuent, au lieu de corriger, les erreurs individuelle, notamment en ce qui concerne l'évaluation des risques<sup>37</sup>. De plus, l'histoire devrait suffire à démontrer que confier à l'État même humanitaire des pouvoirs exorbitants constitue un risque majeur<sup>38</sup>.

On peut adresser d'autres critiques, plus autrichiennes celle-là, à la théorie orthodoxe du bien-être. Le mariage de la maximisation du bien-être social et de la notion d'externalité de consommation donne le même poids aux préférences pacifiques d'un individu dans ses activités privées et aux préférences interventionnistes de celui qui n'aime pas tel ou tel comportement pacifique. Une autre critique concerne la subjectivité des préférences et la vanité de définir des biens publics (ou des externalités négatives) en dehors des préférences individuelles révélées dans l'action<sup>39</sup> – bref, l'impossibilité pour les *policy-makers* de connaître la courbe ASM.

---

<sup>36</sup> Pour des applications au tabac, voir Wagstaff [1987], ainsi que Tollison et Wagner [1992 et 1998].

<sup>37</sup> Voir Viscusi [1998], p.2 : « *While policy could ameliorate these shortcomings, in many instances the effect of government policy is to mirror the types or irrationality that are reflected in individual decisions.* »

<sup>38</sup> On songe au Big Brother gentil et efficace de *THX-1138*, le film de George Lucas, qui répète à chacun de ses pupilles : « Travaille dur, accrois la production, évite les accidents, et sois heureux. »

<sup>39</sup> Voir Rothbard [1956].

## **Conclusion : Un document politique**

Seule une utilisation imprudente de l'économie du bien-être peut mener aux conclusions de la Banque mondiale en faveur d'une réglementation et d'une fiscalité plus lourdes du tabac. Non seulement les problèmes d'information et de dépendance sur lesquels la Banque se fonde sont loin d'avoir été démontrés, mais dussent-ils l'être que la manipulation de la courbe d'avantage social par des *policy-makers* demeurerait problématique. Au mieux, les économistes de la Banque ignorent les problèmes que pose l'efficacité des processus politiques et bureaucratiques. Au pire, ils excluent la liberté individuelle de leur fonction de bien-être arbitraire. Leur vision de l'État est angélique au mieux, autoritaire au pire.

Les critiques que nous venons de formuler s'adressent à l'argumentation reconstruite qui sert vraisemblablement de fondement au Rapport de 1999. Si nous prenons celui-ci tel qu'il est, l'évaluation est encore plus sévère. Car, comme le soutiennent Tren et High [1999], les hypothèses du Rapport sont souvent fondés sur des sources obscures et sur des exemples partiels plutôt que des démonstrations empiriques. De plus, nous l'avons vu, le Rapport saute une étape analytique cruciale, à savoir la démonstration que les problèmes observés se traduisent en inefficacités économiques. On échappera difficilement à la conclusion que le Rapport 1999 de la Banque mondiale est un document d'activisme politique plutôt qu'une étude économique.

## Bibliographie

- Abedian, Iraj, Rowena van der Merwe, Nick Wilkins et Prabhat Jha (sous la direction de), *The Economics of Tobacco Control. Towards an Optimal Policy Mix*, Cape Town, University of Cape Town, 1998.
- Arrow, Kenneth J., et Tibor Scitovsky [1969] (sous la direction de), *Readings in Welfare Economics*, Nobleton, Richard D. Irwin, 1969.
- Banque mondiale [1999], *Curbing the Epidemic. Governments and the Economics of Tobacco Control*, Washington, DC, World Bank, 1999.
- Barnum, Howard [1993], *The Economic Costs and Benefits of Investing in Tobacco*, World Bank, mars 1999, miméo. (Ce texte a été disponible sur le Web.)
- Barnum, Howard [1994], « The Economic Burden of the Global Trade in Tobacco », *Tobacco Control*, 1994-3, p. 358-361.
- Bator, Francis M. [1957], « The Simple Analytics of Welfare Maximization », *American Economic Review*, mars 1957, reproduit in Breit et Hochman [1968], p. 385-413.
- Bator, Francis M. [1958], « The Anatomy of Market Failure », *Quarterly Journal of Economics*, août 1958, reproduit in Breit et Hochman [1968], p. 457-476.
- Becker, Gary, et Kevin M. Murphy [1988], « A Theory of Rational Addiction », *Journal of Political Economy*, vol. 96 (août 1988), p. 675-700.
- Breit, William, et Harold Hochman (sous la direction de) [1968], *Readings in Microeconomics*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1968.
- Chaloupka, Frank, Prabhat Jha et Richard Peck [1998], « A Framework for Cost-Benefit Analysis », in Abedian et al. [1998], p. 119-128.
- Feldman, Allan M. [1980], *Welfare Economics and Social Choice Theory*, Boston, Martinus Nijhoff Publishing, 1980.
- Gouvernement du Québec [1995], *Une législation québécoise. Un choix pour la santé*, document de consultation, Québec, Ministère de la Santé et des services sociaux, 1995, p. 7.
- Hanson, Jon D., et Kyle D. Logue [1998], « The Costs of Cigarettes : The Economic Case for Ex Post Incentive-Based Regulation », *Yale Law Journal*, vol. 107, no 5 (mars 1998), p. 1163-1361.
- Lemieux, Pierre [1997], *Tabac et liberté. L'État comme problème de santé publique*, Montréal, Varia, 1997.
- Lemieux, Pierre et Jean-Luc Migué [1998] (avec la collaboration de Filip Palda), *Évaluation économique de l'Étude d'impact sur le projet de loi sur le tabac proposé par le Ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec*, mémoire présenté à la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec, Montréal, 1998, disponible à [www.pierrelemieux.org/ccftp98.html](http://www.pierrelemieux.org/ccftp98.html).

- Lemieux, Pierre [1999], Recension d'un livre de Jacob Sullum, *The Independent Review*, vol. 3, no 3 (hiver 1999), disponible à [www.pierrelemieux.org/artsullum.html](http://www.pierrelemieux.org/artsullum.html).
- Leu, Robert E., et Thomas Schaub [1983], « Does Smoking Increase Medical Care Expenditure? », *Social Science and Medicine*, vol. 17 (1983), p. 1907-1914.
- Leu, Robert E., et Thomas Schaub [1984], « Economic Aspects of Smoking », *Effective Health Care*, vol. 2, no 3 (1984), p. 111-122.
- Leu, Robert E., et Thomas Schaub [1985], « More on the Impact of Smoking on Medical Care Expenditures », *Social Science and Medicine*, vol. 21, no 7 (1985), p. 825-827.
- Manning, Willard G., Emmet B. Keeler, Joseph P. Newhouse, Elizabeth M. Sloss et Jeffrey Wasserman [1991], *The Costs of Poor Health Habits, A RAND Study*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
- Mishan, E.J. [1981], *Introduction to Normative Economics*, New York, Oxford University Press, 1981.
- Raynauld, André, et Jean-Pierre Vidal [1992], « Smokers' Burden on Society: Myth and Reality in Canada », *Canadian Public Policy*, vol. 18, no 3 (1992), p. 310-317.
- Rosa, Jean-Jacques [1994], *Le coût social de la consommation de tabac et l'équilibre des finances publiques. Le cas de la France*, Cahiers de Recherche en Économie de l'Entreprise, Paris, Institut d'Études Politiques, septembre 1994.
- Rosa, Jean-Jacques [1996], *Le coût social de la consommation de tabac et l'équilibre des finances publiques. Le cas de la France*, Cahiers de Recherche en Économie de l'Entreprise, Paris, Institut d'Études Politiques, octobre 1996.
- Rothbard, Murray [1956], « Towards a Reconstruction of Utility and Welfare Economics », in Mary H. Sennholtz (sous la direction de), *On Freedom and Free Enterprise. Essays in Honor of Ludwig von Mises*, Princeton, Van Nostrand, 1956, p. 224-267.
- Samuelson, Paul A. [1956], « Social Indifference Curves », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, no 1 (février 1956), p. 1-22 ; reproduit in Joseph E. Stiglitz (sous la direction de), *The Collected Papers of Paul A. Samuelson*, Cambridge, M.I.T. Press, 1966, p. 1073-1094.
- Tollison, Robert D., et Richard E. Wagner [1988], *Smoking and the State: Social Costs, Rent Seeking, and Public Policy*, Lexington, Lexington Books, 1988.
- Tollison, Robert D., et Richard E. Wagner [1992], *The Economics of Smoking*, Boston, Kluwer Academic Publishers, 1992.
- Tren, Richard, et Hugh High, *Smoked Out. Anti-Tobacco Activism at the World Bank*, Institute of Economic Affairs, 1999, at [www.iea.org.uk/wpapers/smokeout.html](http://www.iea.org.uk/wpapers/smokeout.html).
- Viscusi, W. Kip [1990], « Do Smokers Underestimate Risks? », *Journal of Political Economy*, vol. 98, no 6 (1990), p. 1253-1269.
- Viscusi, W. Kip [1992], *Smoking: Making the Risky Decision*, New York, Oxford University Press, 1992.
- Viscusi, W. Kip [1994], *Cigarette Taxation and the Social Consequences of Smoking*, National Bureau of Economic Research, Working Paper no 4891, octobre 1994.

Viscusi, W. Kip [1998], *Rational Risk Policy*, Oxford, Clarendon Press, 1998.

Wagstaff, Adam [1987], « Government Prevention Policy and the Relevance of Social Cost Estimates », *British Journal of Addiction*, vol. 82 (1987), p. 461-467.

Woodfield, Alan E., –*The Rational Approach to Consumer Risky Choices*, communication présentée au séminaire Choix individuels et liberté, UQAH, 10 décembre 1999, disponible à [http://www.uqah.quebec.ca/lemieux/fr/textes\\_communications.html](http://www.uqah.quebec.ca/lemieux/fr/textes_communications.html).

[PL / Epidemic CIL vD5.doc — 14 janvier 2000 à 22:11— Ce texte compte 32263 signes, ou 6024 mots.]